

Les Français sont contre la viande... tout contre. Rapports hommes-animaux-viandes en France contemporaine.

Geneviève Cazes-Valette

Résumé

Manger a toujours posé problème à l'homme. L'anxiété est la perpétuelle toile de fond de ses choix : anxiété de l'empoisonnement physique (néophobie avivée sans cesse par diverses crises alimentaires réelles ou potentielles), anxiété de l'incorporation symbolique du « mauvais objet » (nécessitant la catégorisation en objets mangeables ou non sur des critères d'origines diverses).

Manger de la viande pose un problème supplémentaire beaucoup dans la mesure où il n'est pas évident d'assumer ce que d'aucuns appellent le « meurtre alimentaire ». Manifestement la destruction biologique de la carotte ou du poireau n'est pas pensée comme aussi violente.

Nombre de travaux anthropologiques, menés sur des groupes divers, comparatifs ou non, ont abouti à dégager certaines règles qui régiraient le comportement des hommes vis-à-vis de la consommation de viandes. Ces résultats proviennent généralement de l'étude de groupes restreints et homogènes par des méthodes de recueil et d'analyse de données qualitatives. Résistent-ils à la confrontation à un groupe vaste et hétérogène, étudié de manière quantitative ? Certains concepts sociologiques ajoutent-ils un éclairage nécessaire ? C'est à cette question que l'analyse des résultats d'une enquête effectuée fin 2003 auprès de 1000 personnes (de 20 ans et plus, représentatives par quotas des résidents en France continentale à partir des données de l'INSEE sur âge, sexe, PCS, région d'habitat et taille de la commune de résidence), se propose de répondre.

Qu'observe-t-on donc sur les mangeurs en France contemporaine ?

Tout d'abord, ils aiment la viande (87,5%) et en consomment très fréquemment (plus d'une fois par jour en moyenne toutes espèces confondues).

Mais la question du « meurtre alimentaire » est effectivement problématique. Ainsi, on constate un lien net entre refus de la violence faite aux animaux (refus de la chasse pour 59%, de l'abattage personnel pour 40%, de la pêche pour 39%, de l'élevage viande pour 14%, voire de l'élevage laitier pour 7%) et faible fréquence de consommation de viande. Ce refus relatif de la violence est, contrairement aux idées reçues et aux thèses d'Adams, également partagé entre hommes et femmes. Il est aussi plus souvent le fait des personnes jeunes, de la classe sociale modeste et des urbains. En revanche, les personnes d'âge mûr, les habitants des zones rurales et les classes supérieures acceptent le meurtre alimentaire beaucoup plus facilement.

Ceci posé, les végétariens sont extrêmement rares dans notre échantillon : 1,2%. La gestion de la culpabilité se fait donc autrement. Manifestement d'abord par délégation à

Geneviève CAZES-VALETTE est Professeur de marketing à l'Ecole Supérieure de Commerce de Toulouse.

Elle prépare actuellement une thèse en Anthropologie sociale à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sur le thème « les déterminants du rapport à la viande chez le mangeur français contemporain ».

l'instar de ce qu'avait noté Vialles : on voit bien ci-dessus que tuer soi-même et qui plus est « gratuitement » est mal vu mais que l'élevage est peu remis en cause. Les éleveurs sont donc les pourvoyeurs légitimes de viande et il leur revient d'endosser en même temps la responsabilité de la préméditation du meurtre et celle de veiller au bien-être des animaux en attendant l'issue fatale. Le deuxième mécanisme de déculpabilisation a aussi été mis en lumière par Vialles : la sarcophagie. Conformément à ses observations, nos mangeurs de viande « honteux », ceux qui refusent le plus nettement le meurtre alimentaire, préfèrent ne pas reconnaître l'animal vivant dans le morceau de viande qu'ils dégustent.

L'anxiété liée au risque de contamination physique est aussi clairement explicative des comportements de consommation : plus on pense qu'il y a un risque sanitaire à consommer une espèce, plus on aura tendance à s'en abstenir ou du moins à en consommer peu souvent. Au hit parade des espèces risquées figure en tête le porc, puis le bœuf et le gibier. La volaille, au moment du sondage (fin 2003) n'était pas encore sous les feux de la rampe...

On peut, à lire ces résultats, s'interroger sur les sources de la perception du risque sanitaire. Porc et gibier paraissent en grande partie relever plus de l'ordre du risque symbolique que réel, risque d'incorporer un animal impur (le porc) ou un animal trop sauvage (le gibier). Ce qui conduit à tester la théorie de Leach selon laquelle on ne consommerait que les espèces à mi-distance, animaux d'élevage et gibier, et non celles trop proches (animaux de compagnie) ou trop éloignées (animaux sauvages). De fait, elle n'a pas été testée de cette manière mais les répondants avaient à dire s'ils se sentaient proches ou éloignés des animaux considérés généralement comme mangeables en France. Les résultats vont en partie dans le sens prévu : pour le bœuf et le porc on voit que s'en abstiennent plus souvent ceux qui s'en sentent « très proches » ou « très ébignés », et en consomment fréquemment ceux qui s'en sentent « plutôt proches » et moins souvent ceux qui s'en sentent « plutôt éloignés ». La volaille, le veau et l'agneau n'obéissent à aucune règle claire, ce point reste à élucider. Pour le lapin, le cheval et le gibier, seuls s'abstiennent de manière significative ceux qui s'en sentent « très proches ».

Les cas du lapin et du cheval correspondent bien aux observations de Digard qui note un déplacement de certaines espèces de la catégorie d'animaux d'élevage à celle d'animaux de compagnie.

Le cas du gibier, a priori très éloigné et vécu comme « très proche » par certains, pourrait ouvrir une dernière piste à partir de la lecture de Descola. Selon cet auteur, la « subordination des non-humains aux décrets d'une humanité impériale est de plus en plus contestée par des théoriciens de la morale et du droit qui travaillent à l'avènement d'une éthique de l'environnement débarrassée des préjugés de l'humanisme kantien ». La frontière communément admise entre hommes et animaux dans l'ontologie naturaliste semblerait se brouiller. Le présupposé de différence d'intériorité qui définit cette forme

d'identification des humains et des non-humains serait, consciemment ou non, remis en cause par une partie de la population. La domination de la culture sur la nature serait à rediscuter.

De fait, nos données permettent de confirmer cette hypothèse : si l'on demande aux répondants de classer sur une échelle de 1 à 10 hommes, animaux de compagnie, animaux d'élevage et animaux sauvages, on constate que pour une partie de la population l'homme est placé au même niveau voire, pour 12%, au dessous de tous les types d'animaux. Et plus l'homme est haut placé, plus on accepte le meurtre alimentaire ; moins il y a de différence hiérarchique entre l'homme et tous les types d'animaux, plus on refuse ce meurtre.

Cependant il est important de noter que le rapprochement hommes-animaux se fait par un double mouvement de dévalorisation des hommes et de revalorisation des animaux. Et ce constat est à mettre en regard des classes sociales définies à la manière de Bourdieu à partir du capital culturel et économique des répondants : le rapprochement hommes-animaux est essentiellement le fait de la classe modeste, la classe supérieure étant, a contrario, largement plus dominatrice.

L'adoption du discours de compassion vis-à-vis des animaux et plus généralement de la nature ne relèverait donc peut-être pas d'une adhésion à l'éthique environnementaliste mais plutôt d'une solidarité entre « opprimés » à l'instar de la position d'Adams, qu'elle envisageait indument pour le couple femmes-animaux. L'hypothèse est d'autant plus crédible que cette solidarité de principe ne résiste pas à l'attrait statutaire de la viande (il faut « défendre son bifteck ») puisque ces mêmes classes modestes sont celles qui consomment le plus fréquemment de la viande. Dans le même temps, les classes supérieures, pourtant dominatrices et carnivores sans complexe, seraient en recherche de distinction et donc boudent les viandes qu'elles ont un temps eues pour apanage et dont l'accès aisé ne leur est désormais plus exclusif...

L'ensemble de ces résultats prouve au moins deux choses :

- les mangeurs français contemporains aiment la viande et se déculpabilisent aisément pour donner libre cours à leur gourmandise,
- la consommation de viande est un fait complexe et multifactoriel que l'on n'a pas fini d'explorer.

Du point de vue de l'objectif méthodologique annoncé deux conclusions s'imposent :

- l'hétérogénéité de la population étudiée n'entame en rien la solidité des acquis de l'anthropologie mais permet de mettre en évidence l'intérêt complémentaire de la prise en compte de concepts sociologiques tels que la classe sociale qui permet de retrouver une forme d'homogénéité ;
- le fait que les observations quantitatives confirment les résultats obtenus au préalable qualitativement conforte l'idée selon laquelle la méthode qualitative ne saurait se réduire à un statut de méthode exploratoire, statut auquel

trop souvent sociologues et marketeurs quantitativistes veulent la réduire. Et les données quantitatives ne servent que quand on les a, et donc quand on a pensé à mesurer les « bonnes » variables... La qualitatif peut se passe du quantitatif, la réciproque n'est pas vraie.